

## Philippines

**Sarah Bestang K. Dekdeken**  
**Jill K. Cariño,**

Le dernier recensement réalisé aux Philippines en 2010 comprenait pour la première fois une variable ethnique mais aucun chiffre officiel concernant les peuples autochtones n'a encore été publié. La population autochtone du pays est toujours estimée entre 10% et 20% de la population nationale, évaluée à 100 981 437 habitants lors du recensement de la population de 2015. Les groupes autochtones dans les montagnes du nord de Luzon (Cordillère) sont collectivement connus sous le nom d'Igorot tandis que les groupes de l'île méridionale de Mindanao sont appelés Lumad. Il existe de petits groupes connus sous le nom de Mangyan dans l'île de Mindoro, ainsi que des groupes plus petits et dispersés, dans les îles Visayas et de Luzon, y compris plusieurs groupes de chasseurs-cueilleurs en transition.



Les peuples autochtones aux Philippines ont conservé une grande partie de leur culture traditionnelle et précoloniale, de leurs institutions sociales et de leurs pratiques de subsistance. De manière générale, ils vivent dans des zones isolées, marquées par des difficultés d'accès aux services sociaux de base et par le peu d'opportunités pour les activités économiques, l'éducation ou la participation politique. En revanche, les ressources naturelles commerciales comme les ressources minérales, les forêts et les rivières sont souvent localisées sur leurs territoires, ce qui les rend continuellement vulnérables à un développement agressif et à l'accaparement des terres.

La loi de la République 8371, connue sous le nom de Loi sur les droits des peuples autochtones (Indigenous Peoples' Rights Act, IPRA), a été promulguée en 1997. La loi a été saluée pour son soutien à l'intégrité culturelle des peuples autochtones, à leurs terres et à leur droit pour un développement autogéré de ces terres. Cependant, une mise en œuvre plus substantielle de la loi est toujours attendue, en dehors des critiques fondamentales de la loi elle-même. Les Philippines ont voté en faveur de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples, UN-DRIP), mais le gouvernement n'a pas encore ratifié la Convention 169 de l'OIT.

En 2017, les peuples autochtones des Philippines ont vu les menaces sur leurs terres, leurs territoires et leurs ressources s'accroître en raison de l'exploitation minière, des projets de barrage et de l'expansion des plantations en monocultures commerciales. Les peuples autochtones ont également connu une répression politique croissante et le nombre de victimes de violations des droits de l'Homme dans le pays a continué à augmenter.

### **L'exploitation minière dans les terres ancestrales**

Les grandes exploitations minières d'or, de cuivre et de nickel continuent de faire des ravages sur les territoires autochtones, en particulier sur ceux des Lumad dans la région de Caraga, des Igorot dans la Cordillère et des Ayta dans la Province de Zambales.

La destruction massive des bassins versants et des terres agricoles ainsi que l'envasement des rivières et des eaux côtières en raison de l'exploitation minière ont été révélés à la suite d'un audit minier mené par le Ministère de l'Environnement et des Ressources Naturelles (Department of Environment and Natural Resources, DENR) depuis 2016. Ce constat a conduit la secrétaire du DENR, Gina Lopez, à ordonner la fermeture de 23 mines et à suspendre six autres opérations minières le 2 février 2017. La secrétaire Lopez a également annulé 75 accords de partage de la production minière (Mineral Production Sharing Agreements, MPSA) situés dans des bassins hydrographiques, dont beaucoup étaient en phase exploratoire<sup>2</sup>. Lopez a également ordonné le 27 avril l'interdiction à l'échelle nationale de l'exploitation minière à ciel ouvert<sup>3</sup>.

Les peuples autochtones, qui réclamaient depuis longtemps la fermeture des mines et l'interdiction de l'exploitation minière à ciel ouvert, ont loué les décisions de la Secrétaire<sup>4</sup>. Les ordres de Lopez se sont toutefois heurtés à une forte opposition de la part du secteur de l'industrie minière, qui a fait pression et obtenu le refus du renouvellement de Gina Lopez au poste de secrétaire du DENR. Nommé pour la remplacer, Sec. Roy Cimatu est un général à la retraite et un ancien chef des forces armées des Philippines, qui n'a pas d'antécédents connus sur le sujet de la défense de l'environnement. Cimatu a soutenu la recommandation du Conseil de coordination de l'industrie minière de lever l'interdiction des mines à ciel ouvert, bien que le président Duterte ait décidé de maintenir l'interdiction.<sup>5</sup> Dans son discours de 2017 sur l'état de la Nation<sup>6</sup>, le président Duterte a avisé « *toutes les exploitations minières et les entrepreneurs à lutter contre la destruction débridée et irresponsable de nos bassins versants, nos forêts et nos ressources aquatiques* ». Malgré cela, les ordres précédents du DENR concernant les fermetures ou les suspensions de mines et l'annulation de contrats miniers n'ont pas encore été mis en œuvre.

En plus des opérations minières en cours, il existe de nombreuses demandes d'exploitation minière sur de vastes étendues de terres autochtones. Il s'agit notamment de celle de la Cordillera Exploration Co. Inc., couvrant 108 085 hectares de terres dans trois provinces de la Cordillère et sur des parties de la Province d'Ilocos Sur.

En juin 2017, il y avait 229 demandes minières approuvées dans les territoires ancestraux, couvrant plus de 540 000 hectares de terres ancestrales<sup>7</sup>.

### **Projets de barrages affectant les peuples autochtones**

L'administration actuelle prévoit de construire jusqu'à 10 barrages d'ici 2022 pour irriguer les zones agricoles du pays<sup>8</sup>.

Les peuples autochtones Tumandok et d'autres communautés touchées s'opposent farouchement au **projet polyvalent Jalaur River II** de 11 milliards de pesos et au projet de développement intégré du bassin de la rivière Panay de 14,8 milliards de pesos, tous deux situés sur l'île de Panay, en raison d'un Consentement préalable libre et éclairé (FPIC) obtenu de manière frauduleuse. Une mission de solidarité internationale, menée du 16 au 18 juillet 2017, a constaté que le barrage de Jalaur menaçait de déplacer 17 000 Tumandok, touchant 16 communautés Tumandok et leurs terres agricoles. Le projet de barrage de Jalaur est financé par la Banque d'import-export de Corée et devrait commencer en 2018.<sup>9</sup>

Le projet controversé « **Balog-Balog Multipurpose Project** » a commencé ses travaux en 2017, plus de cinq décennies après sa création. Et ceci malgré les avertissements des analystes de l'Institut philippin des études sur le développement (Philippine Institute of Development Studies) sur le fait que « *les problèmes de conception et d'adéquation de l'approvisionnement durable en eau du barrage Balog-Balog posaient de sérieux défis en termes de viabilité et d'efficacité du projet pour les services d'irrigation, mais aussi pour d'autres usages* ». <sup>10</sup> La seconde phase du projet de 13 milliards de pesos devrait permettre l'irrigation de 34 410 hectares de terres agricoles dans 10 municipalités de la Province de Tarlac. Cependant, il déplacera également les sous-groupes Aberlin et Umay des peuples autochtones Ayta du Centre de Luzon.

Dans la Cordillère, la Commission nationale sur les peuples autochtones (National Commission on Indigenous Peoples, NCIP) a approuvé le projet de **barrage hydroélectrique de Chico River**, d'une capacité de 52 MW, qui touchera plusieurs tribus de la Province Kalinga.<sup>11</sup> Dans une seule communauté (le village de Makanyaw), le barrage inondera 25 hectares de rizières et de plantations de café ainsi qu'un lieu de sépulture.<sup>12</sup> Les communautés affectées ont exprimé leur opposition au projet dans plusieurs mobilisations et dialogues avec le NCIP, y compris par une pétition. Suite à cela, le NCIP a décidé de résoudre les problèmes entourant le projet avant de le poursuivre.<sup>13</sup>

Pour aborder la question de la construction des barrages, l'Alliance nationale des peuples autochtones de Katribu, avec d'autres groupes de soutien et organisations non gouvernementales, a organisé une table ronde du 19 au 21 novembre 2017 sur le sujet de la feuille de route énergétique philippine de 2017 à 2040. Cet événement a aidé les peuples autochtones à mieux comprendre la politique du gouvernement sur les grands barrages et la viabilité des systèmes de micro-hydroélectricité dans les communautés autochtones.

### **Expansion des monocultures**

Les peuples autochtones, en particulier les Lumad à Mindanao et les Pelawan dans la Province de Palawan, sont confrontés à l'empiètement des monocultures sur leurs terres ancestrales. Ils demandent l'arrêt de l'expansion des plantations de bananes et de palmiers à huile, qui menacent leurs terres agricoles et d'autres sources de revenus.

Dole Philippines, l'un des plus grands producteurs et distributeurs de fruits et légumes frais dans plus de 90 pays, a ajouté 3 000 hectares de terres à sa plantation de South Cotabato et vise à ajouter 5 000 hectares de plus.<sup>14</sup>

Dans la région de Caraga, Filipinas Palm Plantations Inc. et Agusan Plantations Inc. convoitent 200 000 hectares supplémentaires pour l'expansion de leurs plantations de palmiers à huile.

Pendant ce temps, plus de 24 000 hectares de rizières ont été convertis en plantations de bananes par Dole Philippines et la société Sumifru.<sup>15</sup>

En réponse, Anakpawis Partylist a déposé la Résolution No. 918 devant le Congrès le 5 avril 2017 appelant à une enquête, en s'appuyant sur la législation, sur la demande d'un moratoire national sur le sujet de l'expansion des plantations par des compagnies géantes comme Del Monte, Sumifru et Dole.<sup>16</sup> Le 9 mai 2017, la Chambre des représentants a renvoyé la résolution à la commission de la Chambre d'agriculture et de l'alimentation.<sup>17</sup> Ce comité n'a pas encore rendu compte des progrès de son enquête.

## **La loi martiale et la crise de Marawi**

Le 23 mai 2017, le Président Duterte a publié la Proclamation n ° 216 déclarant une loi martiale de 60 jours dans toute l'île de Mindanao en raison d'une éventuelle rébellion. Cela a été déclenché par un affrontement entre les troupes gouvernementales et le groupe terroriste local Maute, dans la ville de Marawi, lors d'une offensive du gouvernement visant à capturer le dirigeant d'Abu Sayyaf, Isnilon Hapilon.<sup>18</sup> Les groupes Abu Sayyaf et Maute seraient liés à l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIL). Duterte a également suspendu le privilège du bref d'habeas corpus.<sup>19</sup>

Cela a déclenché la bataille de Marawi, connue comme le combat urbain le plus long et le plus sanglant de l'histoire des Philippines, qui a duré cinq mois jusqu'à ce qu'Isnilon Hapilon et le chef Maute, Omar Maute, soient tués le 16 octobre.<sup>20</sup> La population de Marawi a payé un lourd tribut au cours de la crise. Le nombre de morts est estimé à 165 forces gouvernementales, 974 militants et 87 civils. Les données du Département de la protection sociale et du développement ont établi le nombre de personnes déplacées à 77 170 familles.<sup>21</sup> La crise de Marawi a laissé la ville de Marawi en ruines, ravageant le centre culturel et patrimonial du peuple Moro, qui est également connue pour ses riches gisements minéraux.

Le 22 juillet, le Congrès philippin a prolongé la loi martiale jusqu'au 31 décembre « *pour autoriser les forces gouvernementales à appliquer des offensives continues contre le groupe terroriste Maute dans la ville de Marawi* ».

Le 13 décembre, le Congrès a prolongé la loi martiale jusqu'à la fin 2018, y compris la suspension du privilège du bref d'habeas corpus « *d'éradiquer totalement les groupes terroristes islamiques d'État.* »<sup>22</sup> Cependant, la loi martiale a entraîné une militarisation accrue des communautés Lumad et des cas d'exécutions extrajudiciaires et d'autres violations des droits de l'Homme. En vertu de la loi martiale, des milliers d'autochtones Lumad ont été forcés d'évacuer leur territoire en raison d'opérations militaires.

Le massacre de 8 personnes autochtones T'boli et Dulangan Manobo dans le lac Sebu, dans le sud de Cotabato, le 3 décembre, est une preuve de la brutalité de la situation.<sup>23</sup>

Les victimes du massacre du lac Sebu se sont fermement opposées à l'accaparement des terres par David M. Consunji Inc. (DMCI). Ils avaient récemment récupéré 300 hectares de leurs terres ancestrales qui avaient été saisies par DMCI pour les plantations de café. Ils étaient sur le point de récolter leurs plantations quand le massacre s'est produit. Outre les huit personnes qui ont été tuées, six autres ont disparu et n'ont pas encore été retrouvées.<sup>24</sup>

## **Militarisation et violations des droits de l'Homme**

Le président Duterte a ouvertement attaqué les défenseurs des droits de l'Homme et a fait des déclarations antipopulaires telles que menacer de bombarder les écoles communautaires Lumad<sup>25</sup> et ne pas se soucier de la situation critique des pauvres<sup>26</sup>. Malgré la recrudescence des revendications locales et internationales pour mettre fin aux exécutions extrajudiciaires aux Philippines, le bain de sang provoqué par la guerre contre la drogue de Duterte se poursuit et aurait déjà coûté la vie à quelque 13 000 personnes.

Une culture d'impunité continue de régner aux Philippines. Depuis février 2017, les populations autochtones ont été victimes de violations des droits de l'Homme dans le cadre des opérations anti-insurrectionnelles d'Oplan Kapayapaan, marquées par une politique de guerre totale contre l'Armée des nouveaux Peuples (*New People's Army* NPA), la loi martiale de Mindanao, la guerre contre le terrorisme et la menace d'une « répression » contre les soi-disant luttes juridiques des rebelles communistes.

Au 13 décembre 2017, KATRIBU avait enregistré 37 cas d'exécutions extrajudiciaires de personnes autochtones, 62 arrestations illégales, 21 prisonniers politiques, 20 cas d'évacuation forcée touchant 21 966 autochtones, plus d'une centaine de personnes confrontées à des accusations forgées de toutes pièces, et la fermeture forcée de 34 écoles Lumad depuis que le président Duterte est entré en fonction en juillet 2016. Les défenseurs de l'environnement et des droits de l'Homme qui défendent activement les terres ancestrales contre le pillage et l'empiétement par des sociétés d'État et privées pour divers projets sont également inclus.

Les peuples autochtones craignent également que la désignation par le Président Duterte comme organisations terroristes du Parti communiste des Philippines (Communist Party of the Philippines, CPP) et de l'Armée des nouveaux Peuples (*New People's Army* NPA)<sup>27</sup> conduisent à davantage d'arrestations et d'exécutions extrajudiciaires fondées sur de fausses accusations de soutien au CPP-NPA. L'expérience montre que de nombreuses victimes d'exécutions extrajudiciaires, de harcèlements et d'accusations mensongères sont faussement accusées d'être membres de la NPA. Tel a été le cas dans une récente série de harcèlements et de fausses accusations portées contre six femmes membres de l'Alliance des peuples de la Cordillère (Cordillera Peoples' Alliance, CPA) et d'autres organisations de peuples autochtones.

### **Les pourparlers de paix avec le Front national démocratique**

Le 22 novembre 2017, le Président Duterte a publié la Proclamation 360 mettant fin aux négociations de paix entre le Gouvernement de la République des Philippines (Government of the Republic of the Philippines, GRP) et le Front national démocratique des Philippines (National Democratic Front of the Philippines, NDFP).<sup>28</sup> La proclamation a été faite alors que les négociateurs des deux parties avaient fait de grands progrès en préparant des projets communs d'un accord sur les réformes socio-économiques pour la reprise prévue des pourparlers de paix les 25 et 27 novembre en Norvège. Le Bureau du Conseiller présidentiel sur le processus de paix<sup>29</sup> et l'alliance multisectorielle BAYAN<sup>30</sup> ont tous deux reconnu que c'était la plus grande avancée dans l'histoire des pourparlers de paix entre le GRP et le NDFP. Les peuples autochtones ont appelé à la poursuite des pourparlers de paix afin de s'attaquer aux racines du conflit armé qui dure depuis des décennies dans le pays.

### **La caravane de protestation du Lakbayan 2017**

Pour protester contre l'intensification du développement agressif, de la militarisation et des violations des droits de l'Homme, 2.600 autochtones et personnes Moros ont mené à bien, sous la bannière du mouvement SANDUGO des minorités nationales pour

l'autodétermination, la deuxième caravane Lakbayan des minorités nationales pour l'autodétermination et la paix juste du 31 août au 21 septembre 2017 à Manille.<sup>31</sup>

Une fois de plus, le Lakbayan a servi de plate-forme pour informer le public de la situation actuelle des peuples autochtones. Les manifestants ont exprimé leur indignation face aux attaques fascistes du régime Duterte contre les minorités nationales, citant les cas de pillage continu des terres ancestrales et les violations des droits de l'Homme qui y sont liées et la militarisation des communautés autochtones. Ils ont appelé à la fin de la loi martiale, de l'exploitation minière des sociétés, d'autres projets destructeurs et de l'intervention américaine aux Philippines. Ils ont également exigé le retrait des troupes militaires de l'État des communautés autochtones et l'adoption d'un projet de loi sur l'exploitation minière du peuple. Plus important encore, Lakbayan a renforcé la solidarité entre les minorités nationales et les défenseurs et a incité les peuples autochtones à continuer à se battre pour l'autodétermination et les droits fonciers ancestraux.

### **Sommet de l'ASEAN, Sommet de l'Asie orientale et visite du président américain Donald Trump**

Le 31<sup>ème</sup> Sommet de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) et le 12<sup>ème</sup> Sommet de l'Asie orientale se sont tenus à Manille du 13 au 14 novembre 2017 avec la participation de 20 chefs d'Etat et de représentants gouvernementaux, dont Donald Trump. Les sommets ont publié des déclarations et des accords qui comprenaient la lutte contre le terrorisme dans la région et divers agendas économiques. Trump a également annoncé que les États-Unis donneraient 14,3 millions de dollars américains pour la réhabilitation de Marawi et 2 millions de dollars américains pour soutenir la guerre contre la drogue de Duterte.<sup>32</sup>

Les sommets et la visite de Trump ont été accueillis par une série de manifestations à Manille rejointes par des peuples autochtones de diverses régions du pays.

Les peuples autochtones s'inquiètent de la libéralisation du commerce et des investissements de l'ASEAN, de l'échec de l'ASEAN et du sommet de l'Asie orientale à aborder les droits de l'Homme et du soutien des États-Unis à la guerre contre le terrorisme et les drogues aux Philippines.

Les peuples autochtones ont également participé à la Conférence de la société civile de l'ASEAN / Forum des peuples de l'ASEAN du 10 au 13 novembre et sont intervenus pour inclure les préoccupations des peuples autochtones dans la déclaration des OSC. Un événement parallèle a été organisé par le Pacte des peuples autochtones d'Asie (AIPP), le Réseau des peuples autochtones d'Asie sur les industries extractives et l'énergie (Asia Indigenous Peoples' Network on Extractive Industries and Energy, AIPNEE) et d'autres organisations pour souligner l'essor des industries extractives dans l'ASEAN et ses impacts sur les peuples autochtones. Un groupe de travail des peuples autochtones pour l'ASEAN a été relancé pour soutenir le plaidoyer en faveur de la reconnaissance des droits des peuples autochtones dans les décisions et les programmes de l'ASEAN.

## Réponse de l'ONU

L'Examen Périodique Universel (Universal Periodic Review, UPR) du Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies (UN Human Rights Council's, UNHRC) a eu lieu en mai 2017. Lors de la 36<sup>ème</sup> session du UNHRC en septembre, le gouvernement philippin a rejeté 154 des 257 recommandations formulées par le UNHRC dans le but d'améliorer la situation des droits de l'Homme dans le pays.

Une déclaration conjointe de 40 États sur l'UPR des Philippines a exprimé de sérieuses préoccupations concernant la situation des droits de l'Homme dans le pays, en particulier les « milliers de meurtres et le climat d'impunité ». La déclaration appelle également le gouvernement philippin « à travailler avec la société civile et les Nations Unies pour promouvoir et protéger les droits de l'Homme, notamment en accueillant la visite du Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, sans conditions préalables ni limitations ».<sup>33</sup>

En 2016, le gouvernement a annulé la visite du Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, Agnès Callamard, qui devait examiner le nombre croissant de morts dans la guerre du gouvernement contre la drogue, car Callamard n'aurait pas accepté les conditions fixées par le gouvernement.<sup>34</sup> Les représentants du gouvernement philippin ont également nié l'existence d'une culture de l'impunité dans le pays.

Le 28 décembre, Vicky Tauli-Corpuz, Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, et Cecilia Jimenez-Damary, Rapporteur spécial sur les personnes déplacées, ont exprimé leur inquiétude face aux violations des droits de l'Homme et à la militarisation accrue, en particulier dans les communautés autochtones Lumad, qui pourraient s'intensifier avec l'extension de la loi martiale.<sup>35</sup> Le porte-parole du président, Harry Roque, a répondu en affirmant que les deux rapporteurs spéciaux de l'ONU utilisaient simplement leur position « pour embarrasser le gouvernement philippin vis-à-vis de la communauté internationale ».<sup>36</sup>

## Des défis plus importants en 2018

Avec l'état actuel des droits de l'Homme aux Philippines et les développements récents sous le régime Duterte, les peuples autochtones se préparent à d'autres attaques contre le peuple dans l'année à venir, y compris la possibilité d'une déclaration nationale de la loi martiale. Les organisations de peuples autochtones renforcent leurs rangs en développant leurs organisations et leurs membres individuels en tant que défenseurs des droits de l'Homme.

## Notes et références

---

<sup>2</sup> *Inquirer.net*, "Gina Lopez Scraps 75 Mine Contracts." 15 February 2017. Voir :

<http://newsinfo.inquirer.net/871556/gina-lopez-scraps-75-mine-contracts>

Department of Environment and Natural Resources: Administrative Order No.2017-10 "Banning the Open Pit Method of Mining for Copper, Gold, Silver and Complex Ores in the Country." 27 April 2017. Voir :

<http://server2.denr.gov.ph/uploads/rmdd/dao-2017-10.pdf>

<sup>3</sup> IPHRD Network, "Cordillera Peoples Alliance supports DENR Secretary Gina Lopez. 22 February 2017. Voir :

<http://iphndefenders.net/philippines-cordillerapeoples-alliance-supports-denr-secretary-gina-lopez/>



- 
- <sup>4</sup> Reuters.com, "Philippines' Duterte keeps open pit mining ban in policy clash." 20 November 2017. Lien : <https://www.reuters.com/article/us-philippinesmining/philippines-duterte-keeps-open-pit-mining-ban-in-policy-clashidUSKBN1DK09T>
- <sup>5</sup> Inquirer.net, "FULL TEXT: President Duterte's State of the Nation Address 2017." 25 July 2017. Voir : <https://www.rappler.com/nation/176566-full-text-presidentrodrigo-duterte-sona-2017-philippines>
- <sup>6</sup> KATRIBU Statement, "Cimatu inutile DENR Secretary, mining corporation lapdog, anti-indigenous peoples." 6 November 2017.
- <sup>7</sup> The Philippine Star, "NIA Plans to Build 10 More Dams." 23 October 2017. Voir : <http://beta.philstar.com/business/2017/10/23/1751734/nia-plans-build-10-more-dams>
- <sup>8</sup> Intercontinental Cry, "Jalaur Mega Dam in the Philippines Threatens to Displace Indigenous Peoples." 17 August 2016. Voir : <https://intercontinentalcry.org/jalaur-mega-dam-philippines-threatens-indigenous-peoples/>
- <sup>9</sup> BusinessMirror, "Controversy Hounds Balog-Balog Dam Project in Tarlac." Voir : <https://businessmirror.com.ph/controversy-hounds-balog-balog-dam-project-in-tarlac/>
- <sup>10</sup> SunStar Baguio, "Indigenous Peoples Commission Approves Kalinga Dams Project." 4 May 2017. Voir : <http://www.sunstar.com.ph/baguio/localnews/2017/05/04/indigenous-people-commission-approves-kalinga-damproject-540019>
- <sup>11</sup> Zigzag Weekly, "Calls for Truth on Chico River Dams Project Sounded." 29 May 2017. Voir : <http://zigzagweekly.net/calls-for-truth-on-chico-river-damproject-sounded/>
- <sup>12</sup> SunStar Baguio, "Chico river dam project awaits clearance." 4 July 2017. Voir : <http://www.sunstar.com.ph/baguio/local-news/2017/07/05/chico-river-damproject-awaits-clearance-551127>
- <sup>13</sup> Philippine Star, "Dole expanding Philippines plantation." 14 July 2016. Voir : <http://beta.philstar.com/business/2017/07/14/1719606/dole-expanding-philippines-plantation>
- <sup>14</sup> Mindanews, "Statement: Stop Exploiting the Environment! Stop Exploiting Mine Workers." 22 April 2017. Voir : <http://www.mindanews.com/statements/2017/04/statement-stop-exploiting-the-environment-stop-exploiting-mine-workers/>
- <sup>15</sup> Anakpawis Partylist, "HOUSE RESOLUTION NO. 918 ON THE DEMAND FOR A NATIONWIDE MORATORIUM OF PLANTATION EXPANSION." 5 April 2017. Voir : <http://www.anakpawis.net/2017/04/house-resolution-no-918-on-the-demand-for-a-nationwide-moratorium-of-plantation-expansion/>
- <sup>16</sup> House of Representatives Congressional Record, "Plenary Proceedings of the 17th Congress, First Regular Session." Voir : <http://www.congress.gov.ph/legisdocs/congrec/17th/1st/17C1RS-VOL4REC87-20170509.pdf>
- <sup>17</sup> Rappler.com, "Duterte declares martial law in Mindanao." 23 May 2017. Voir : <https://www.rappler.com/nation/170745-philippines-duterte-declares-martial-law-mindanao>
- <sup>18</sup> Un recours en justice par lequel une personne peut signaler une détention ou un emprisonnement illégal à un tribunal et demander à la cour d'ordonner au gardien de la personne, habituellement un fonctionnaire pénitentiaire, de traduire le prisonnier en justice pour déterminer si la détention est légale
- <sup>19</sup> CNN Philippines, "Timeline: The Marawi Crisis." 28 October 2017. Voir : <http://cnnphilippines.com/news/2017/05/24/marawi-crisis-timeline.html>
- <sup>20</sup> IDP Protection Assessment Report: Armed Confrontations and Displacement in Marawi. 13 December 2017. See: [http://www.protectionclusterphilippines.org/wp-content/uploads/2017/12/IDPPAR-Marawi-Displacement\\_Issue-06.pdf](http://www.protectionclusterphilippines.org/wp-content/uploads/2017/12/IDPPAR-Marawi-Displacement_Issue-06.pdf)
- <sup>21</sup> Rappler.com, "Congress extends martial law in Mindanao to end of 2018." 13 December 2017. Voir : <https://www.rappler.com/nation/191207-congressmindanao-martial-law-extension-2018>
- <sup>22</sup> KALUHHAMIN Statement, "The extension of Martial Law an insult and injustice to the victims of massacre and widespread human rights violations." 15 December 2017.
- <sup>23</sup> Interaksyon, "Sister of Lake Sebu massacre victim calls for justice, daughter of missing man wants him back." Voir : <http://www.interaksyon.com/watch-sister-of-lake-sebu-massacre-victim-calls-for-justice-daughter-of-missing-man-wants-him-back/>
- <sup>24</sup> CNN Philippines, "Duterte threatens to bomb Lumad schools." 17 November 2017. Voir : <http://cnnphilippines.com/news/2017/07/25/Duterte-threatens-to-bomb-Lumad-schools.htm>
- <sup>25</sup> Philippine Star, "Duterte drivers, operators to modernize jeepneys or get towed." 17 October 2017. Voir : <http://beta.philstar.com/headlines/2017/10/17/1749971/duterte-threatens-drivers-operators-modernize-jeepneys-or-get-towed>
- <sup>26</sup> Rappler.com, "Duterte signs proclamation labeling CPP-NPA as terrorist group." 5 December 2017. Voir : <https://www.rappler.com/nation/190457-duterte-proclamation-communist-party-philippines-new-peoples-armyterrorist-group>

---

<sup>27</sup> *Inquirer.net*, "Duterte Signs Proclamation No. 360 terminating peace talks with NPA." 24 November 2017. Voir : <http://newsinfo.inquirer.net/947228/dutertesigns-proclamation-no-360-terminating-peace-talks-with-mpa-dutertepeace-talks-termination-mp>

<sup>28</sup> *Inquirer.net*, "Dureza: Gov't cancels peace talks with Reds." 22 November 2017. Voir : <http://newsinfo.inquirer.net/946812/dureza-govt-cancels-peace-talks-withreds-dureza-duterte-mpa-peace-talks-cancellation-peace-process>

<sup>29</sup> *Inquirer.net*, "Bayan laments 'wasted chance for peace' amid cancelled talks with Reds." 24 November 2017. Voir : <http://newsinfo.inquirer.net/947342/peace-talks-grp-ndf-mpa-cpp-president-rodriqo-duterte-norway-royalnorwegian-government-case>

<sup>30</sup> *Bulatlat.com*, "Lakbayan 2017: National minorities alliance calls to end martial law in Mindanao." 4 September 2017. Voir : <http://bulatlat.com/main/2017/09/04/lakbayan-2017-national-minorities-alliance-calls-end-martial-law-mindanao/>

<sup>31</sup> *The Philippine Star*, "Fact Check: Trump's 'additional' pledge of \$14.3M for Marawi; \$2M for drug war." Voir : <http://www.philstar.com/headlines/2017/11/16/1759522/fact-check-trumps-additional-pledge-14.3mmarawi-2m-drug-war>

<sup>32</sup> *Permanent Mission of Norway in Geneva*, "Joint Statement on the UPR of the Philippines." September 28, 2017. Voir : <https://www.norway.no/en/missions/wtoun/norway/-statements-test/human-rights/human-rights-council/hrc-36thsession-11---29-september-2017/island-innlegg-om-filippinene/>

<sup>33</sup> *Rappler.com*, "Philippines cancels visit by UN rapporteur on extrajudicial killings." December 14, 2016. Voir : <https://www.reuters.com/article/usphilippines-drugs-un/philippines-cancels-visit-by-u-n-rapporteur-onextrajudicial-killings-idUSKBN1431GM>

*Office of the High Commission on Human Rights website*, "Philippines warned over "massive" impact of military operations on Mindanao indigenous peoples." December 27, 2017. Voir :

<http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=22567&LangID=E>

<sup>34</sup> *Inquirer.net*, "Palace to 2 UN execs: Don't embarrass PH". December 29, 2017. Voir : <http://globalnation.inquirer.net/163238/palace-2-un-execs-dontembarrass-ph-roque-un-indigenous-people-palace>

<sup>35</sup>

<sup>36</sup>

**Sarah Bestang K. Dekdeken** est une Kankanaey Igorot de la région de la Cordillère nord des Philippines. Elle est l'actuelle secrétaire générale de l'alliance des Peuples de la Cordillère, une fédération d'organisations populaires progressistes, la plupart étant des organisations locales de communautés autochtones de la région de la Cordillère.

**Jill K. Cariño**, une Igorot Ibaloi, est l'actuelle Vice-présidente des Affaires extérieures de l'Alliance des Peuples de la Cordillère, et Coordinatrice et Directrice de programme de l'Équipe spéciale des Philippines pour les droits des peuples autochtones (Philippine Task Force for Indigenous Peoples' Rights, TFIP), un réseau de 11 organisations non gouvernementales aux Philippines défendant la cause des peuples autochtones.

Source : IWGIA Indigenous World 2018  
Traduction par **Aurélie Druguet**  
membre du réseau du GITPA pour l'Asie